



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 10/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NOVAWOOD

34 Rue Gilbert Bize
54410 Laneuveville-Devant-Nancy

Références : 2025-0704
Code AIOT : 0003012003

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/06/2025 dans l'établissement NOVAWOOD implanté chemin du Vaquené 54410 Laneuveville-devant-Nancy. L'inspection a été annoncée le 03/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NOVAWOOD
- chemin du Vaquené 54410 Laneuveville-devant-Nancy
- Code AIOT : 0003012003
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NOVAWOOD est autorisée par arrêté préfectoral n°20170094 du 8 mars 2018 modifié à exploiter une centrale de cogénération co-incinérant des déchets de bois non dangereux et dangereux (bois créosoté) sur le territoire de la commune de LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY. Elle est autorisée notamment au titre des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

- n°3520-b (co-incinération - autorisation - 432 tonnes/jour),
- n°3110 (combustion - autorisation),
- n°3550 (stockage temporaire de déchets dangereux - autorisation - 750 tonnes).

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/03/2018, article 8.1.7	Demande d'action corrective	1 mois
2	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 08/03/2018, article 8.1.8	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société NOVAWOOD a bien établi son POI conformément aux prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation. Toutefois, quelques actions correctives s'avèrent nécessaires, notamment sur l'élaboration d'une procédure écrite relative aux actions permettant le maintien à jour des éléments constituant le POI, et ainsi une traçabilité des actions menées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2018, article 8.1.7
Thème(s) : Risques accidentels, plan de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers. L'exploitant établit un plan de lutte contre un sinistre, comportant notamment les modalités d'alerte, la constitution et la formation d'une équipe de première intervention, les modalités d'évacuation, les modalités de lutte contre chaque type de sinistre et les modalités d'accueil des services d'intervention extérieurs. Il est tenu par l'exploitant à la disposition des services d'intervention un jeu de plan dénommé « dossier d'accueil des secours » regroupant : - un dossier contenant l'ensemble des fiches de données de sécurité des matières utilisées sur site ;

<ul style="list-style-type: none"> - un plan des accès à l'établissement et à ses bâtiments (masse et situation) ; - un plan des dispositifs de coupure des énergies ; - un plan de situation des zones à risques ; - une procédure d'accueil et de guidage des secours publics.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan de lutte contre un sinistre, comportant l'ensemble des éléments listés à l'article sauf en ce qui concerne la procédure d'accueil et de guidage des secours publics qui, en concertation avec le SDIS, ne s'avère pas nécessaire au regard des exercices menés sur le site.</p> <p>Les fiches de données de sécurité sont disponibles sur site depuis la salle de contrôle, un exemplaire de celles-ci, notamment des produits dangereux présents sur le site doivent être intégrées dans le plan de lutte contre un sinistre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant complètera son plan des fiches de données sécurité des produits dangereux, sous 1 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Plan d'opération interne

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2018, article 8.1.8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'urgence</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers, conforme à l'article R. 512-29 du code de l'environnement, au plus tard un mois avant la mise en service des installations.</p> <p>En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. En cas d'accident, l'exploitant assure à l'intérieur des installations la direction des secours.</p> <p>Le P.O.I. est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes de dangers envisagés dans l'étude de dangers. Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.</p> <p>L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ; -l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention ;

- la formation du personnel intervenant ;
- l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations ;
- la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage) ;
- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du P.O.I., qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus ;
- la mise à jour systématique du P.O.I. en fonction de l'ancienneté de son contenu ou des améliorations décidées.

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte-rendu de l'exercice accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant de l'usine voisine de fabrication du bicarbonate et carbonate de sodium est inclus dans le P.O.I., ou les deux POI sont rendus cohérent entre eux.

Dans ce deuxième cas, le POI de l'usine voisine de fabrication du bicarbonate et carbonate de sodium prévoit :

- la description des mesures à prendre en cas d'accident survenant dans les installations autorisées par le présent arrêté ;
- l'existence d'un dispositif d'alerte et de communication permettant de déclencher rapidement l'alerte au sein de cette usine en cas d'activation du POI dans l'établissement autorisé par le présent arrêté ;
- une information mutuelle lors de la modification d'un des deux POI ;
- le cas échéant, des précisions sur lequel des chefs d'établissement prend la direction des secours avant le déclenchement éventuel du PPI de l'usine voisine de fabrication du bicarbonate et carbonate de sodium ;
- une communication par l'exploitant de l'établissement autorisé par le présent arrêté au responsable de l'usine de l'usine voisine de fabrication du bicarbonate et carbonate de sodium sur les retours d'expérience d'incidents ou d'accidents susceptibles d'avoir un impact dans cette usine ;
- une rencontre régulière des deux chefs d'établissements ou de leurs représentants chargés des plans d'urgence ;
- l'organisation régulière d'un exercice commun de mise en œuvre des POI.

Constats :

L'exploitant dispose d'un POI (datant du 02/01/2025 - Version A - Indice 4) établi sur la base des *scenarii* étudiés dans l'étude des dangers du site. Lors de la visite, l'inspection a pu constater que l'opérateur présent en salle de contrôle connaît l'existence du POI et dispose des bons réflexes en cas de sinistre sur le site, mais également dans le cadre d'une alerte en provenance du site voisin NOVACARB. En cas de fuite d'ammoniac, le confinement se fait sur site dans les locaux prévus à cet effet. Un test de la chaîne d'alerte (sirène, téléphone...) est réalisé le 1er mercredi de chaque mois avec NOVACARB.

Le POI devra être élargi et cohérent avec les POI de l'ensemble des entreprises implantées sur le site NOVACARB, dans le cadre de sa décarbonation.

Des exercices avec le SDIS sont réalisés périodiquement sur le site de NOVAWOOD, le dernier datant du 28/04/2025. L'exploitant procède, conformément à l'article contrôlé, à des tests, des améliorations du POI, une revue de la validité des éléments contenus dans le POI... Toutefois, ces actions ne font pas l'objet d'une procédure écrite permettant de fixer des fréquences et les actions à mener dans le cadre du suivi de son POI.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>L'exploitant établira et mettra en œuvre une procédure écrite et mettra en place les moyens humains et matériels pour garantir les dispositions listées à l'article contrôlé sous 1 mois.</p> <p>Une mise à jour, en cohérence avec l'ensemble des POI des autres entreprises implantées sur le site, devra être réalisée à la mise en service de ces dernières.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois